

La CLASSE retourne à Québec, prise 4

Pour la quatrième fois, la CLASSE est réinvitée aux négociations. Jeudi nous avons reçu un appel de Pierre Pilote pour nous faire part que nous nous rencontrerions encore une fois suite à notre Congrès. Dimanche nous avons eu la confirmation que la rencontre aura lieu à Québec à 14h00. Lundi matin nous embarquons dans la Justin-négo-mobile direction Québec.

Personnes présentes :

TaCEQ : Paul-Émile Auger

Étienne Chabot

Sébastien Gagnon

Martin Bonneau

FECQ : Philippe Lafrance

Élianne Lafrance

Félix-Antoine Michaud

Marc-Antoine Cloutier

FEUQ : Martine Desjardins

Yanick Grégoire

Mathias Bouliane

CLASSE : Justin Arcand

Nicolas Lachance-Barbeau

Philippe Lapointe

Shanie Morasse

Gouvernement : Michelle Courchesne

Alain Paquet

Pierre Pilote

Jean-Pascal Bernier

Tadam! Jean Charest fait une apparition.

Encore une fois, suite à nos nombreuses demandes, il y a deux délégué-e-s par organisation nationale autour de la table, les autres sont dans une salle à part, comme d'habitude. Michèle Courchesne nous parle des règles de fonctionnement et du calendrier de cette ronde de négociation, qu'il fallait prendre le temps qu'il faut pour arriver à quelque chose de bien. Le gouvernement veut qu'on se donne jusqu'à mercredi pour réévaluer ou nous en sommes. Ils et elle mettent de l'avant que c'est un autre blitz de négociation, mais cette fois-ci pas de nuit.

La discussion commence sur les propositions que les médias avaient partiellement mises de l'avant. La FECQ dit qu'habituellement le gouvernement met de l'avant sa proposition et qu'après nous devons en discuter et que selon les médias, le gouvernement avait une proposition. Alain Paquet dit qu'elle a aussi entendu dans les médias que les étudiant-e-s avaient des propositions à faire. Michèle reconnaît qu'elle est prudente face à nous, et comprend que l'on soit prudent-e-s de notre côté aussi. Cependant, elle affirme que le gouvernement a durement travaillé sur cette proposition et souhaite sincèrement en faire une sortie de grève. Elle met de l'avant la difficulté de travailler avec les 4 associations et nos différences. Le 5 mai semble aussi la hanter, elle nous redit qu'elle ne veut pas revivre cette situation.

Nous affirmons avoir un mandat plus clair et qu'à la suite de la dernière négociation, notre mandat a été réaffirmé et précisé. Elle trouve que nous semblons très motivé-es, que la mobilisation dans les rues dépasse notre cadre et se demande comment nous pourrions garantir qu'une offre ramènera le monde à une «situation normale». Léo Bureau-Blouin affirme qu'il croit que la table de négociation peut changer les choses, mais que nous n'avons plus de pression vu que nous n'avons plus la préoccupation du trimestre. À cela, Courchesne nous demande de conserver en tête la date du 17 août, soit la reprise des cours. Nous expliquons que les attentes sont élevées, les rues de Montréal ne cesseront pas de se mobiliser pour une offre complexe et qui évite les vrais enjeux, nous devons parler de la hausse des frais de scolarité.

Courchesne pose alors la question de la difficulté de discuter avec la CLASSE, alors que les fédérations étudiantes laissent entendre qu'il y a de l'espace, avec nous il semble que c'est le tout ou rien. Ça oblige un changement de fonctionnement et vu qu'elle se donne une obligation de résultat, cette situation est très difficile. La TaCEQ explique que l'obligation de résultat est d'autant plus importante qu'en ce moment les gens vont perdre confiance en le processus politique et ne croiront plus en des négociations. La FEUQ rappelle que le contexte a changé depuis le 5 mai : la loi 78, les reconductions, les casseroles, etc.

C'est à ce moment que Jean Charest entre dans la pièce, nous salue, explique que c'est le bon timing qu'il faut que ces discussions soient franches et qu'il espère que cela mènera à des solutions. Il rappelle que depuis le début du conflit le gouvernement a fait plusieurs gestes et qu'il sent qu'aucune gratitude n'a été exprimée pour la bonification de l'aide financière aux études. La grève n'est-elle pas autour de la question de l'accessibilité? Nous répondons que oui, mais aussi du principe de la marchandisation des services publics et de la tarification. Un enjeu beaucoup plus grand et qui ne peut être compensé par de l'aide financière. Jean Charest reconnaît que cela est une bonne question et que cela est effectivement une question autour de laquelle nous ne nous rejoignons pas. Quelle solution amener?

Des États généraux, le débat dépasse les gens autour de la salle et devrait inclure toute la population. Le premier ministre trouve que c'est une bonne idée, que le gouvernement est ouvert à une discussion plus large, cela nous offrirait la possibilité d'exposer nos visions différentes, un forum ou des États généraux, réglerait la question après que nous nous

entendions sur les enjeux immédiats. La TaCEQ va dans le même sens et affirme que le débat dépasse la question étudiante, c'est rendu une question de société. Nous affirmons aussi que le rejet massif de l'entente du 5 mai était parce que le comité provisoire représentait une discussion beaucoup trop fermée, nous voulons un débat ouvert. Le premier ministre affirme nous comprendre, que ces enjeux ont toujours été dans l'air, mais que le contexte actuel nous permet de croire que cela permettrait de réduire la pression.

La FECQ demande alors qu'elle sera le geste qui sera fait pour régler la question de frais de scolarité. Charest rappelle que pour lui l'enjeu sur les frais se situe sur la question de l'accessibilité, que le gouvernement a fait des gestes importants, qu'il faut voir la satisfaction des gens face à ces gestes, qu'il martèle comme étant concrets et mesurables. La FEUQ rappelle que ceci n'a amené aucun avantage aux membres et que dans les faits c'est 50000 étudiant-e-s de plus prient avec le problème de l'endettement. Léo questionne donc le premier ministre à savoir pourquoi s'il est prêt à investir dans les prêts et bourses, n'est-il pas prêt à mettre de l'argent? Jean Charest lui répond que le gouvernement a la conviction que ses politiques sont justes, qu'il faut un financement pour garantir l'accessibilité. Pour le gouvernement notre vision de l'accessibilité à l'éducation qui touche les frais de scolarité est une manière de privilégier les riches. Pour eux et elles, il faut de l'aide financière aux études avec un prix élevé, mais de toute façon vous savez déjà leur vision de l'accessibilité, elles et ils le mettent de l'avant depuis tellement d'années.

La discussion revient sur l'évaluation des universités et le financement. Jean Charest nous dit que 80% du budget des universités est alloué aux salaires, nous pouvons bien sur avoir un regard sur la reddition de compte et l'imputabilité. Alain Paquet quant-à lui met de l'avant le contexte mondial dans lequel le Québec doit s'inscrire. Jean Charest en profite pour critiquer le Parti Québécois et le gel des années 90. Jean Charest ne dit qu'il sait qu'il ne nous convaincra pas et que l'inverse était tout aussi vrai. Léo demande si le gouvernement a un mandat pour parler de frais, Jean Charest dit qu'il faut discuter dans des conditions moins tendues, il faut mettre la table. Sur ce, il quitte la salle.

Nous revenons dans la salle vers 17h00, Michèle nous dit qu'elle veut procéder dans l'ordre : - Sommet/forum (Synonyme d'états généraux, dans des termes moins chargés politiquement)

- Accessibilité

-Frais

Michèle nous affirme qu'elle a finalement un mandat pour parler de frais de scolarité!!! Nous commençons donc à parler du forum sur l'éducation qui aurait lieu à l'automne 2012. Le thème serait : Quel type d'université voulons-nous au Québec? L'objectif étant de demander à la population ce qu'elle veut. Nous parlerions aussi des besoins, des programmes et le financement des universités. (Je ne comprends pas ce qui est écrit). Selon le gouvernement, il faudrait tout au plus 2 ou 3 mois de préparation et seraient présents et présentes :

- Étudiantes et étudiants
- Rectrices et recteurs
- Professeur-e-s
- Chercheur-e-s
- Des gens des milieux sociaux-économiques
- Des gens des syndicats

Pour la CLASSE, le délai est trop court. La préparation d'un tel type d'évènement prend beaucoup plus de temps, d'autant plus que nous voulons que ce soit le plus inclusif et complet possible. Michèle semble d'accord avec notre point de vue. Nous convenons de parler de frais de scolarité et du financement des universités dans le forum. C'est lors de notre rencontre quand elle a pris le portefeuille de l'éducation qui l'a convaincue de l'importance des États généraux. La ministre tient tout de même à savoir si la question de faire des économies pour réduire la facture est toujours dans l'air. Nous lui avisons que c'est une solution trop complexe et hypothétique pour que cela représente une sortie de grève.

Les associations étudiantes l'avisons que nous voudrions avoir la vision globale de l'offre ce soir et donc pouvoir discuter tout de suite des frais de scolarité. Cela froisse un peu le gouvernement qui considère que ce serait à notre avantage de pouvoir faire nos commentaires aux autres aspects avant, et du même coup pouvoir préparer davantage sa proposition sur les frais. Leur offre est à dimension variable, s'il y a des économies ou si on s'entend sur des choses, cela pourrait avoir un impact sur la facture globale. On s'obstine un peu sur l'idée que l'aide financière ne sera pas une compensation à la hausse et donc sans une discussion sur la hausse nous ne pourrions pas avancer. Nous rappelons que l'accessibilité n'est qu'une part de l'enjeu, que nous luttons contre la tarification, que pour nous discuter du gel est déjà un compromis. La ministre nous demande donc si nous signerions une entente sans que le gel soit à l'ordre du jour : notre réponse est non. La FECQ avise que si on ne parle pas de frais ce soir, on prend une pause jusqu'à l'offre le lendemain. La FEUQ avise que chaque heure passée autour de la table crée des attentes et on cautionne le processus. Nous prenons une pause.

Au retour de la pause, nous revenons avec une ligne commune : si on n'a pas de chiffre sur la hausse, nous quitterons en attente d'une discussion où tout est sur la table, soit le lendemain. La ministre comprend que nous ne voulions pas aborder le reste, mais cela réduit sa marge de manœuvre auprès de son équipe à elle. Discuter du reste fait parti d'un tout qui permet de compléter l'offre. Elle nous fait un discours de défense de l'Aide financière aux études. Depuis la semaine dernière, elle veut des États généraux, elle a convaincu le premier ministre, il faut des discussions de fond dans un monde compétitif. Sur ce, nous levons la réunion avec comme rendez-vous le lendemain.

Mardi 29 mai, la première offre

Le gouvernement nous a abordé avec une proposition de réduire la hausse de 34\$, soit de passer de 254\$ par année à 220\$ par année et de financer cette réduction par la réduction des crédits d'impôts sur les frais de scolarité de 16,5% à 13,5%. Les crédits étaient au début de l'année à 20%, mais avaient été réduits à 16,5% pour financer l'annonce de bonification de l'aide financière, ceci représenterait donc une deuxième réduction des crédits d'impôts.

La FEUQ suggère de condenser l'ensemble des économies obtenues en 7 ans par la réduction des crédits d'impôts pour permettre un gel effectif la première année, à coût nul pour le gouvernement. Les fédérations discutent largement du principe de condenser les économies dans quelques années plutôt que de l'étaler. Passer de 254\$ à 220\$ coûte à terme en 2017-2018 environ 29M\$. Il y a alors beaucoup de confusions sur la provenance du 29M \$ et son utilisation. Le gouvernement semble vraiment perplexe à l'idée qu'on leur offre un gel à coût nul, mais la confusion quant à l'utilisation du crédit d'impôt lui permet de refuser d'y croire. On fait un simple tableau et enfin ils comprennent. Courchesne nous explique alors que c'est un principe impossible à faire passer pour son équipe, il faut qu'ils évaluent l'impact budgétaire. D'un autre côté, mettons cela dans un contexte où au sommet, la contribution étudiante sera révisée entièrement.

La FECQ rappelle au gouvernement que fiscalement, l'offre étudiante ne coûte rien à l'État, nous sommes plus rationnels, ce à quoi le gouvernement nous explique que la population et son gouvernement ne comprendra pas ce cheminement logique là. La FEUQ rappelle que son offre ne touche même pas au financement des universités. On travaille dans le Plan de financement. Martine rappelle que ce faisant, on cesse de parler de mal financement, ce qui du côté étudiant est un recul en soi.

La ministre nous explique que l'économie de Montréal est à terre, que l'impact de la grève est important que nous devons trouver des solutions et qu'il faut en ce moment que la population comprenne la sortie de grève et soit satisfaite. La CLASSE réplique alors que les appuis de la ministre ne bloqueront pas des ports, ne marcheront pas avec des casseroles, ne paralyseront pas l'économie de Montréal. Alors c'est nous qu'il faut satisfaire pour que les choses changent. Pour nous, abolir les crédits d'impôts pour financer une petite baisse de la hausse n'est pas une mesure qui assure une garantie de retour en classe. Nous abordons alors la question des États généraux et la ministre nous assure que l'objectif sera de rallier la population derrière l'idée de l'université québécoise et de son mode de financement, tout sera sur la table.

Une économiste du ministère des finances, Mia Homchy, explique que le 29M\$ de revenu en coupant le crédit d'impôt ne sera pas là à chaque année. Mais la FEUQ ramène que leur mesure coûte tout de même 29M\$ par année, donc il y a de l'argent à quelque part. Le ministère nous explique que le gel pour deux ans ne peut pas passer, Courchesne ne peut pas brûler le terrain, nous prenons donc une pause.

Le souper est fini nous retournons donc à la table. Le gouvernement se creuse la tête et nous dit que si nous sommes créatifs et créatives nous pourrions arriver à nos fins respectives. Il

est rappelé que le forum est toujours un bon moyen et un terrain d'entente et qu'il doit être long. (Parfois dans les négociations on revient souvent sur le même sujet en redisant la même chose). Michelle nous dit que 0\$ c'est impossible et que son engagement est toujours sur 7 ans. Nous tentons de voir comment il est possible de jouer dans le cadre gouvernemental, afin de ne pas sortir une proposition qui sort de nulle part. La FECQ demande si les crédits d'impôts sont toujours sur la table, la réponse est oui, mais il y a un plancher à ne pas défoncer. Mia tente de nous expliquer le calcul gouvernemental de coût pour passer de 245\$ à 220\$ qui est de 29M\$. La FEUQ démolie l'argumentaire de Mia et ses chiffres, cela est quand même beau à voir. Il devient alors plus évident que jamais que l'objectif du gouvernement est seulement de faire payer les étudiantes et les étudiants, puisqu'il leur a été démontré que le gel sur au moins 2 ans était possible. Les gens s'enflamment, Michelle se fâche tellement qu'elle en perd son soulier! Elle nous dit que ça prendrait tout pour le gel pour une année, politiquement elle ne peut pas, elle nous dit que notre raisonnement est logique et qu'il se tient. Elle trouve qu'on demande trop. La TaCEQ tente de prouver que les étudiants et étudiantes font un effort de taille pour travailler dans le plan de financement mis de l'avant par le gouvernement. Les gens tentent de prouver qu'ils et elles sont de bonne foi, qu'on essaie de trouver une solution. Le gouvernement nous demande si un gel de 1 an serait acceptable. La CLASSE répond que nous voulons les frais de 2007, alors un gel de 1 an... Le gouvernement nous dit que c'est comme un moratoire d'un an, la FEUQ répond qu'on le paie à travers les crédits d'impôts. Nous prenons encore une pause.

Après cette courte pause la FEUQ sort de sa poche l'Incitatif Québécois d'Épargne Études (IQEE). Cela nous permettrait d'avoir 2 ans sans hausse durant lesquels le forum sur l'éducation aurait lieu et parlerait du financement universitaire. Le gouvernement nous demande si ce que nous voulons c'est un moratoire sur 2 ans, la réponse de la FEUQ est oui. Nous les laissons digérer cette nouvelle offre et nous convenons de nous retrouver le lendemain, mercredi.

Mercredi 15h30 nous retournons dans notre local beige avec le gouvernement. Michelle nous redit que 0\$ de hausse ça ne passe pas. Il y a une proposition de faire une espèce de gel de la hausse. C'est-à-dire de perpétuer la hausse de 2007 avec une augmentation de 100\$ par année. Nous n'étions pas pour cette hausse à l'époque, aujourd'hui notre point de vue n'a pas changé. Elle refuse aussi de jouer dans l'IQEE. Finalement, ce serait une hausse de 100\$ pour la première année et par la suite 254\$ et la hausse continue comme avant. Entre ces deux hausses il y aurait le forum qui pourrait peut-être changer les choses. La FEUQ demande c'est quoi le problème de l'IQEE. La réponse est que c'est dans la philosophie du gouvernement de favoriser l'épargne. Il faut comprendre que c'est Michelle Courchesne qui a mis ce programme sur pied. Michelle dit aussi que ce n'est pas une bonne idée de jouer dans l'argent des familles et que cela est un sujet très sensible. Nous avons désormais droit à une présentation de Pierre Côté du ministère des finances pour nous expliquer des choses sur les crédits d'impôts et sur l'IQEE. Cette présentation est que trop peu concluante, Pierre Côté a de la difficulté à répondre aux questions et arguments que les étudiantes et étudiants mettent de l'avant. Les erreurs et l'impossibilité de répondre mettent en colère les étudiantes et étudiants. Yanick Grégoire se

met en colère pour la première fois. Il les traite de voleurs, puisque dans les calculs il y avait un 10M\$ payé par les étudiants et les étudiantes qui disparaissait. Après cette petite tension une pause est de nouveau de mise.

Nous revenons après le souper, vers 8h. Pendant la pause, les commentaires faits aux médias sont clairs : le gouvernement a raffermi le ton, nous frappons un mur. C'est sur cela que nous revenons. Pierre Côté du ministère des finances nous revient avec quelques chiffres. Il faut d'abord prendre en compte la hausse des effectifs prévus. Nous passons donc de 209 000 à 220 000 étudiants et étudiantes. Ce qui fait qu'avec la bonification de l'aide financière annoncée le 24 avril, le coût de l'aide financière passe à 23 M\$. Le revenu de la baisse du crédit d'impôt de 20% à 13,5% est de 34,5M\$.

Année	2011-2012	2012-2013
Effectif	209 000	220 000
Aide financière	17,1M\$	23,9M\$
Plan des universités	30M\$	30M\$
Total :	47M\$	53,9M\$
Droits de scolarité réduits à 100\$		22M\$ de revenu
Baisse du crédit d'impôt de 20% à 13,5%		34,5M\$ de revenu
Total		56,5M\$

L'impact de la contribution parentale ne changera pas vu que cela passe de 28 000\$ à 45 000\$. Frustrée, la FEUQ demande alors comment on peut avoir la source de ces données pour que l'on puisse de notre côté faire des offres. Courchesne, aussi frustrée, affirme que le ministère des finances n'arrive pas à nous produire de tableaux. Côté explique que ses données sont une mise en commun des informations de trois ministères, le MELS, les finances et les données du plan de financement. Il fait ses calculs à partir des données reçues.

Le coût total de la mesure fiscale comprise dans le crédit d'impôt est de 140M\$, cela inclus les besoins de l'année actuelle et ceux des années antérieures. Donc, un point de crédit d'impôt ne vaut pas 140M\$/20%, il y a le calcul de l'écart à faire sur l'année courante, soit 154\$/Étudiant-étudiante qui mène à la baisse de la hausse des frais de scolarité jusqu'à un niveau de 100\$. Le calcul d'un point d'impôt avec la hausse de 100\$ pour l'année 2012-2013 de 1% est de 7M\$ (s'il n'y a pas de hausse, donc dans un cas de gel, ce serait 11M\$).

Le gouvernement nous apprend qu'après l'année 2012-2013, où les frais seront seulement haussés de 100\$, les 3% de crédits qui servaient à payer le 154\$ de différence seront réintégrés et le crédit d'impôt reviendra au niveau de 16,5%.

La FECQ demande quel sera la réaction du gouvernement si on baisse vers 10,5%, c'est-à-dire de 3% supplémentaire, afin de pouvoir dégager les fonds pour un gel effectif à coût nul pour le gouvernement. Et ensuite, nous pourrons passer à une discussion sur la deuxième année. Le gouvernement répondit qu'ils n'ont pas la marge de manœuvre pour bouger sur une deuxième année, ils ne pourraient mettre la hausse à 0\$. Cela aurait été l'objet de discussions très corsées au gouvernement. Pour eux, il faut que dans leur discours ils restent fermes sur la question que la hausse va se poursuivre après le forum : la première année, on a une hausse de 100\$, un forum qui peut remettre tout en question, ensuite le gouvernement garde le cap sur la hausse... à moins que le forum leur aie fait changer d'idée. Voilà, ce sera lors du forum que se discutera l'avenir de la hausse.

La CLASSE ne croit pas qu'une année est suffisante, si c'est cela, aussi bien partir tout de suite et partir préparer notre plan d'action pour le Grand Prix (le gouvernement n'a pas aimé la pique et nous a rappelé que c'était beaucoup d'emplois). Nous disons en avoir plein la casserole. Même les membres les plus conservateurs de la FEUQ vont rester en grève avec une offre si courte, ils n'accepteront pas de perdre 16 semaines de classe pour un an avec aucunes promesses. Le gouvernement a alors demandé si son offre, étalée sur 2 ans plutôt qu'une, est-ce que cela serait satisfaisant?

Non, on a toujours, à la CLASSE, dénoncé la hausse de 2007, on ne va pas accepter de la voir prolongée. La FEUQ affirme que de se payer une hausse en acceptant un recul sur les crédits d'impôts, c'est inacceptable, ça le sera encore pour une deuxième année. Nous ramenons que de travailler dans le Plan de financement est toujours pour nous un compromis.

Le gouvernement dit : nous sommes parti de 325\$ et ont descendus à 100\$ c'est un gros recul. La FECQ rappelle que nous gardons le même montant aux universités et c'est NOUS qui le payons, c'est à coût nul pour le gouvernement et rien de plus vient de la poche des contribuables. Nous disons que pour nous, ce sera déjà dur de faire accepter que cela vienne des crédits d'impôt, alors encore moins de faire accepter une hausse. Comment est-ce que le gouvernement a pu croire que de parler d'une baisse de 154\$ sur 1778\$ serait un deal? Ça nous mène uniquement à 1624\$. 1625\$ ça ne passe pas, 1624\$...

Nous revenons après une pause, il est maintenant 23h00. Une nouvelle offre est mise sur la table par la FEUQ. Un réaménagement de la baisse des crédits d'impôts. La première année ils seraient à 12,5% afin d'éponger toute la hausse et la deuxième année les crédits seraient à 7,5% pour que les deux premières années il n'y ait pas de hausse et que ce soit à un coût nul pour le gouvernement. La discussion prend alors une tournure de communications. Le ministère tente de voir comment elles et ils pourraient sortir cela dans les médias. Il y a plusieurs personnes dans la population qui tiennent à ce que les étudiants et étudiantes aient

une augmentation sur leur facture. De plus, faire comprendre à la population qu'un forum sur l'éducation qui se pencherait entre autre sur le financement des universités semble être compliqué. Pourtant c'est bien simple : un forum de deux années qui reprend notre mandat d'états généraux, durant ce forum il n'y a pas de hausse puisqu'il faut se questionner sur le financement des universités. Le forum doit durer deux ans pour que ce soit un processus global qui fait participer la population et que les fins de ce forum puissent être prises en compte dans le budget de l'année suivante. Le ministère veut vraiment aller se coucher et dormir sur cette nouvelle offre. Nous les retenons quelque temps et vers minuit tout le monde quitte le building pour se préparer au lendemain. Il faut préciser que la proposition du forum rendait Michelle Courchesne vraiment enthousiaste, même si elle ne l'a lu qu'en diagonale. On dirait bien que nous ne sommes pas plus avancé-e-s que la veille. Demain nous devrions savoir si c'est oui ou non. Suspens.

Vers 12h30 nous sommes de retour à la table de négociation. Le gouvernement veut rompre les négociations! Michèle Courchesne nous avise que les discussions nous a permis un certain rapprochement, entre autre en utilisant la fiscalité comme moyen d'échange, même si sur la question des frais de scolarité, le gel, on reste éloigné. Cela reste impossible pour le gouvernement de reculer, c'est un point qui ne peut être franchi. Ils sont contents que jusqu'à ce moment on se soit parlé des principes avant de parler de chiffres. Le gouvernement reconnaît que de son côté, la hausse est un principe immuable alors que nous avons mis clair sur table qu'en bas d'un gel assuré sur 2 ans nous ne présenterions même pas cette offre aux associations. Ainsi, malheureusement, le gouvernement considère qu'on est dans une impasse. Pour ce qui est des questions de l'IQEE, c'est le principe même de l'existence d'un programme d'aide à l'épargne auquel est attaché de l'argent fédéral. C'est une volonté d'encourager l'épargne pour les familles.

Le ton monte. La ministre affirme que jamais le gouvernement ne va nous fermer la porte, mais aujourd'hui c'est une impasse, il n'y a pas de contre-offre. Elle a apprécié que jusqu'à date on s'entendait sur les modalités de discussion, c'est fait deux jours et demis que nos paramètres sont clairs, 2 ans et gel, mais ce principe ne passe pas. Si nos autres propositions arrivent au même, ce sera une fin de non recevoir. Leur plancher est de 100\$ un an, et ensuite on revient à la hausse de 254\$ par année. On leur fait remarquer que la hausse passe de 1625\$ à 1778\$ et que maintenant elle nous la ramène à 1624\$. Nous en venons sur un débat intense sur la gestion universitaire et que nous refusons d'y investir de l'argent.

Tout le long de la discussion du jeudi midi, nous, la CLASSE, n'avons pas dit un seul mot. Pour nous, le gel en 2 ans n'était pas une position de succès assuré, mais était assurément un minimum. Ainsi, de voir la ministre nous dire qu'elle ne pouvait accéder à une position avec le gel, pour un délai aussi court, était la fin. De voir la FECQ et la FEUQ défendre cette même position ne pouvait que renforcer notre rapport de force.